

# ELECTIONS LÉGISLATIVES — NOVEMBRE 1962

15<sup>e</sup> Circonscription : DOUAI-SUD - ARLEUX - MARCHIENNES

## *Électrices, Électeurs,*

Vous aurez à voter le 18 Novembre. Nous voulons vous exposer franchement notre programme.

Nous disons :

**Non à l'ancienne politique des Partis.**

**Non aux députés inconditionnels.**

**REPUBLICAINS**, nous ne sommes pas contre de Gaulle quand il agit pour le bien du pays. Comme beaucoup d'entre vous, nous avons voté en 1958 pour que, par lui, soient sauvées l'unité de la France et de la République.

Cependant nous nous refusons à admettre inconditionnellement tous ses actes.

La Constitution prévoit : **UN PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE** qui veille au respect de la Constitution et assure par son arbitrage la bonne marche des pouvoirs publics ; **UN GOUVERNEMENT** qui conduit la politique de la Nation et qui est responsable devant le **PARLEMENT** ; **UNE JUSTICE** indépendante du Pouvoir.

## LA CONSTITUTION DOIT ÊTRE RESPECTÉE

Nous sommes contre le pouvoir absolu entre les mains d'un seul, contre la soumission inconditionnelle à une politique dictée par le seul Chef de l'Etat.

**La soumission inconditionnelle à la volonté d'un seul nous mène au parti unique et à la dictature et la dictature nous mène on ne sait où.**

**INDEPENDANTS**, nous répudions l'esprit partisan.

Les problèmes politiques doivent être étudiés, et résolus objectivement. Les charges et les pouvoirs doivent être confiés aux meilleurs. Réaliser le bien commun est notre seule ambition.

**EUROPÉENS**, nous désirons ne plus revoir la guerre.

L'union des peuples libres de l'Europe constituera une puissance respectable et respectée. Elle favorisera les échanges, la prospérité économique et le bien être social.

Nous ne voulons pas subir le sort des pays européens placés derrière le rideau de fer et le mur de la honte. Pour assurer notre sécurité, nos libertés, nous voulons le maintien de l'Alliance Atlantique et de l'OTAN.

## Joseph BUTRUILLE

Avocat à la Cour d'Appel

Ancien Bâtonnier

Adjoint au Maire de Douai

sous les municipalités

PROUST, CANIVEZ, SARAZIN

Ancien Président de l'Entente Républicaine

présenté par

le **Centre National**

**des Indépendants et Paysans**

REMPLAÇANT EVENTUEL :

## Dominique DESOUTTER

Notaire

Militant d'Action Familiale et Sociale



# Vous qui approuvez Votez pour Joseph BUTRUILLE

Le Général de Gaulle a proclamé qu'il voulait réaliser l'Europe de l'Atlantique à l'Oural. Ce serait intégrer la France dans l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Nous sommes résolument hostiles à ce projet.

**FRANÇAIS DU NORD**, nous voulons une politique décentralisée.

L'Agriculture, l'Industrie, l'Enseignement, l'Habitat posent des problèmes. Ils doivent être pensés et résolus à l'échelon régional.

**PÈRES DE FAMILLE**, nous voulons une politique familiale. Nous voulons des maîtres, des écoles, des stades. Nous préférons cela à une force de frappe nationale.

Nous voulons que nos vieux puissent mener une vie décente ailleurs que dans les hospices.

**CHRÉTIENS**, nous voyons avec effroi le sort malheureux des hommes dans les pays où règne le matérialisme et où la force prime le droit.

Nous voulons que soient respectés les principes sur lesquels se fonde notre Civilisation Chrétienne : — dignité et fraternité humaine — esprit d'entraide et de justice sociale.

Nous ne voulons pas de la lutte des classes. Nous voulons au contraire, que par une politique sociale et agricole cohérente, chacun trouve sa place dans l'économie du pays.

## *Pourquoi les Français ne doivent pas confier aveuglément leur destin au Général de Gaulle*

Les français et particulièrement nos compatriotes d'Algérie ont été rassurés en 1958, quand ils ont entendu le Général de Gaulle proclamer solennellement que tous seraient français à part entière de Dunkerque à Tamanrasset.

Nos compatriotes d'Algérie ne pensaient pas alors que la France devait les abandonner et qu'ils ne pourraient rester français qu'en quittant l'Algérie.

D'autre part, nous avons lu avec intérêt un livre écrit par de Gaulle avant la guerre 1939 « Le Fil de l'Épée ».

Dans l'édition 10/18, vous verrez aux pages 86 et 87 le portrait du chef - et notamment ce qui suit : « Ce que le chef ordonne doit revêtir par conséquent le caractère de l'élévation... Ce n'est pas affaire de vertu et la perfection évangélique ne conduit pas à l'empire. L'homme d'action ne se conçoit guère sans une forte dose d'égoïsme, d'orgueil, de dureté et de ruse ».

Peut-on se confier aveuglément à

un chef qui présente le caractère ci-dessus indiqué.

Faut-il que ce chef puisse décider seul du destin de la France et des Français.

Faut-il que tout soit organisé pour qu'aucune opposition aux volontés de ce chef, ne puisse être formée par les institutions politiques créées par la Constitution.

Nous pensons que l'équilibre des pouvoirs, organisé par la Constitution doit être maintenu.

### **POURQUOI L'UNION DE 1958 N'EST PAS RECONDUITE ?**

En 1958, SARAZIN a été candidat d'Union. Il a été soutenu au 1<sup>er</sup> tour par l'U.N.R., le M.R.P., les Indépendants et au 2<sup>me</sup> tour par les socialistes, les autres partis non communistes. Il a été élu. Nous nous sommes réjouis de ce succès.

Aujourd'hui, nous ne sommes plus

d'accord pour apporter nos voix à SARAZIN.

Nous pensons que la loi constitutionnelle doit être respectée.

Donner au Chef de l'Etat le droit d'agir en dehors des règles constitutionnelles, c'est lui accorder le droit absolu d'agir suivant son bon plaisir. C'est la mort de la République. C'est lui permettre de ne pas respecter les libertés des citoyens, de ne pas respecter l'indépendance de la magistrature, de réduire le rôle du Gouvernement et du Parlement.

Approuver inconditionnellement tous les actes du Président de la République, même s'ils violent la constitution, c'est ce que fait SARAZIN. Nous estimons que le faisant il manque gravement à son mandat essentiel de député.

C'est pour cela que les Indépendants cessent d'apporter leurs voix à SARAZIN.

Vu : LE CANDIDAT.